

Conseil national

15.3874

Interpellation Graber Jean-Pierre

Evolution des prélèvements obligatoires globaux (quote-part fiscale élargie) et du Revenu disponible des ménages en Suisse et dans les pays de l'OCDE

Texte de l'interpellation du 21 septembre 2015

En Suisse, de nombreux acteurs de la vie politique et syndicale prétendent que nous assistons à des baisses d'impôts, à un démantèlement de la sécurité sociale ainsi qu'au développement d'un ultralibéralisme délétère. Ils ajoutent qu'en comparaison internationale notre quote-part fiscale est faible. Une analyse attentive des grands agrégats macro-économiques de notre pays révèle qu'il n'en est rien. Les indicateurs de l'OCDE montrent certes que la Suisse figure parmi les pays membres dont la fiscalité est la plus basse. Mais il faut savoir que l'OCDE n'inclut pas dans ses statistiques relatives à notre pays les prélèvements obligatoires privés qui dans presque tous les autres pays transitent par l'Etat. Afin d'avoir une image réaliste de nos prélèvements obligatoires, nous prions le Conseil fédéral de nous dire, pour les années 2000 à 2014:

1. Quels auraient été en Suisse ces prélèvements si, outre les impôts, les taxes et les cotisations payés à la Confédération, aux cantons et aux communes ainsi qu'aux assurances sociales, on avait pris en considération tous les montants obligatoirement versés à des institutions de droit privé au titre de la prévoyance professionnelle, de l'assurance maladie pour les soins de base ou encore des allocations familiales?
2. Quelle aurait été l'augmentation annuelle des prélèvements obligatoires au sens large défini sous question 1?
3. Quelle aurait été l'évolution annuelle du revenu disponible des ménages toujours selon les mêmes critères?

Cosignataires

Clottu, Flückiger Sylvia, Grin, Joder, Schibli, von Siebenthal, Wobmann (7)

Développement

Dans une étude publiée en décembre 2014, economiesuisse affirme justement que si l'on tenait compte de tous les prélèvements obligatoires publics et privés, la quote-part fiscale suisse s'élèverait à 39,6 pour cent du PIB, soit une valeur plus élevée de 12,5 points que celle publiée par l'OCDE. Ainsi calculés, ces prélèvements obligatoires sont supérieurs à la moyenne de ceux enregistrés dans la zone OCDE.

Il y a plus. De 1990 à 2012, les prélèvements obligatoires dans leur globalité ont crû de 19,2 pour cent en Suisse et de seulement 5,9 pour cent pour l'ensemble des pays de l'OCDE.

Le principal effet négatif de cette croissance continue des prélèvements obligatoires réside dans la diminution corrélative du revenu disponible des ménages, situation d'autant plus regrettable dans la perspective d'une augmentation de la TVA et des cotisations AVS destinée à assurer le financement de notre premier pilier.

Réponse du Conseil fédéral

1. La quote-part fiscale est égale à la proportion du produit intérieur brut (PIB) en termes nominaux qu'atteignent les revenus fiscaux effectifs (impôts et cotisations aux assurances sociales publiques). Elle comprend la totalité des impôts encaissés par la Confédération, les cantons et les communes ainsi que les cotisations aux assurances sociales (AVS, AI, APG, AC), les allocations familiales dans l'agriculture et l'assurance maternité du canton de Genève. Bien qu'obligatoires, les cotisations aux assurances-maladie, aux assurances-accidents et aux caisses de pensions ne sont pas prises en compte car, suivant le modèle du Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC), ces entreprises sont considérées en Suisse comme des entreprises publiques ou privées et ne font donc pas partie du secteur des administrations publiques. Pour calculer la quote-part fiscale, l'Administration fédérale des finances (AFF) se fonde sur les chiffres de la statistique financière, qui sont déterminés conformément aux directives internationales. Ces derniers correspondent aux recettes fiscales publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Une telle approche permet d'assurer la comparabilité de la quote-part fiscale suisse avec celle d'autres pays membres de l'OCDE.

La quote-part fiscale correspond à la part du PIB que le secteur des administrations publiques perçoit au moyen des impôts et des cotisations aux assurances sociales pour financer les tâches publiques. Comme, toujours selon les principes de sectorisation du SEC, qui sont observés en Suisse et dans l'UE de manière uniforme, les diverses collectivités publiques ont des tâches différentes, la quote-part fiscale ne doit pas être interprétée comme la part des prélèvements obligatoires pour les citoyens d'un Etat.¹

Le tableau 1 présente la quote-part fiscale et une estimation de la quote-part des prélèvements strictement obligatoires et quasi-obligatoires² pour les années 2000 à 2014. Pour la période considérée, les résultats obtenus par les deux nouvelles quotes-parts présentent des écarts par rapport à la quote-part fiscale qui oscillent entre 6 et 8 points de pourcentage pour les prélèvements obligatoires et entre 10 et 12 points de pourcentage pour les prélèvements quasi-obligatoires.

Pour permettre l'établissement de comparaisons internationales pertinentes, les statistiques des autres Etats membres de l'OCDE devraient également être modifiées de manière similaire. En 2013, les deux nouvelles quotes-parts estimées selon la définition proposée dans l'interpellation se situent au-dessus de la moyenne de la quote-part fiscale des pays de l'OCDE (tableau 2).

2. Entre 2000 et 2014, le taux de croissance annuel moyen des prélèvements selon la définition proposée dans l'interpellation est de 2,6 % pour les prélèvements obligatoires et de 2,8 % pour les prélèvements quasi-obligatoires (tableau 3). Les taux de croissance de ces prélèvements sont donc plus élevés que celui du PIB en termes

¹ La Statistique des recettes publiques de l'OCDE présente dans ses tableaux intitulés «Le financement des prestations sociales» à la fois les cotisations aux assurances sociales publiques et les prélèvements obligatoires auprès du secteur privé pour tous les pays: http://www.oecd-ilibrary.org/fr/taxation/revenue-statistics_19963726

Par ailleurs, l'OCDE calcule depuis 2010 un indicateur comparatif des prélèvements obligatoires. Ces données permettent une meilleure comparaison internationale et une meilleure estimation de la quote-part des prélèvements obligatoires qu'en se servant de la quote-part fiscale: <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/tax-database.htm#NTCP>

² Les données actuellement disponibles ne permettent pas de faire la distinction entre les cotisations obligatoires et surobligatoires versées par les salariés et les employeurs au titre de la prévoyance professionnelle (2^e pilier). Dans la quote-part des prélèvements strictement obligatoires, selon le rapport IDA FISo (1996) environ 40 % des cotisations à la prévoyance professionnelle sont considérées comme obligatoires. Dans la quote-part des prélèvements quasi-obligatoires l'ensemble des cotisations de la prévoyance professionnelle sont prises en compte, car les assurés ne peuvent pas se soustraire à la partie surobligatoire et n'ont donc pas de choix.

nominaux (+ 2,4% par an). Les prélèvements obligatoires non compris dans la définition de la quote-part fiscale (+ 4,0 % par an), ainsi que les cotisations surobligatoires de la prévoyance professionnelle (+ 3,8 % par an) ont augmenté plus fortement que les revenus fiscaux (+2,3 % par an). Pour les prélèvements strictement obligatoires, cette croissance dynamique s'explique principalement par l'augmentation des primes nettes de l'assurance-maladie et des cotisations à la prévoyance professionnelle.

3. Le revenu disponible des ménages indique de quelle part, dans son revenu primaire³ total, un ménage dispose librement après la prise en compte des transferts dont il a bénéficié et de ceux dont il a dû s'acquitter (tableau 4). L'évolution suivie au cours des années 2000 à 2013 montre une hausse de la part du revenu disponible dans le revenu primaire, part qui est passée de 81,0 à 82,4 %. Durant la même période, la part des impôts au revenu primaire n'a pratiquement pas changé (de 14,0 à 14,2 %), tandis que les charges sociales sont passées de 28,2 % à 30,2 %. Cet effet négatif sur le revenu disponible est toutefois largement compensé par l'augmentation des prestations sociales en faveur des ménages privés, qui sont passées de 23,1 % à 26,7 %. De 2000 à 2013, le revenu disponible net s'est accru par année en moyenne de 2,4 %.

³ Revenu du travail et revenu de la fortune des ménages privés

Tableau 1 : Quote-part fiscale de la Suisse, quote-part de prélèvements obligatoires et quasi-obligatoires selon l'interpellation, 2000-2014

<i>En millions de francs</i>	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Recettes fiscales de la Confédération	46'928	43'361	43'243	43'720	45'251	48'028	51'484	53'820	58'918	58'017	58'848	61'156	59'292	60'846	61'204
Recettes fiscales des cantons	28'508	29'889	31'710	30'577	32'002	33'623	35'278	37'887	38'700	38'710	39'294	40'360	41'223	41'936	43'039
Recettes fiscales des communes	20'354	21'192	21'396	20'826	21'011	21'302	22'346	23'755	24'272	24'570	24'502	25'169	25'323	25'947	26'454
Cotisations aux assurances sociales publiques ¹	31'059	32'773	33'544	32'692	31'853	32'426	33'490	35'115	36'860	38'142	38'286	40'941	41'840	42'758	43'525
Recettes fiscales et cotisations de l'ensemble des administrations publiques	126'419	126'758	129'428	127'507	129'885	135'147	142'356	150'305	158'427	159'277	160'907	167'524	167'641	171'249	173'852
Quote-part fiscale (en % du PIB)	27.6%	27.0%	27.6%	26.9%	26.5%	26.6%	26.5%	26.2%	26.5%	27.1%	26.5%	27.1%	26.9%	27.0%	27.1%
Assurance obligatoire des soins: primes nettes ²	10'801	11'297	12'404	13'694	14'810	15'241	15'926	16'209	16'223	16'515	17'976	19'443	20'336	20'857	21'731
Prévoyance professionnelle: cotisations obligatoires salariés et employeurs ³	10'337	11'480	11'358	11'480	12'154	12'809	13'325	14'705	15'272	15'560	16'486	16'704	16'856	17'159	17'467
Assurance accident: primes payées par l'entreprises et les assurés ⁴	4'609	4'819	4'804	4'956	5'339	5'776	5'949	6'180	6'240	6'093	6'247	6'287	6'064	6'029	6'072
Caisse d'allocations familiales: cotisations employeurs et assurés ⁵	3'785	3'865	4'076	4'082	4'086	4'178	4'226	4'384	4'518	4'904	4'820	4'896	5'142	5'427	5'595
Total des prélèvements obligatoires	155'951	158'219	162'070	161'720	166'274	173'151	181'782	191'784	200'680	202'349	206'434	214'855	216'040	220'722	224'717
Quote-part des prélèvements obligatoires (en % du PIB)	34.0%	33.6%	34.5%	34.1%	34.0%	34.1%	33.8%	33.5%	33.6%	34.5%	34.1%	34.7%	34.6%	34.8%	35.0%
Prévoyance professionnelle: cotisations subobligatoires salariés et employeurs ⁶	15'505	17'220	17'036	17'220	18'231	19'214	19'987	22'057	22'908	23'340	24'728	25'056	25'284	25'738	26'200
Total des prélèvements quasi-obligatoires	171'456	175'439	179'106	178'940	184'505	192'364	201'769	213'841	223'588	225'689	231'163	239'911	241'325	246'460	250'918
Quote-part des prélèvements quasi-obligatoires (en % du PIB)	37.4%	37.3%	38.2%	37.7%	37.7%	37.9%	37.5%	37.3%	37.4%	38.4%	38.1%	38.8%	38.7%	38.8%	39.1%
<i>PIB en termes nominaux</i>	<i>458'779</i>	<i>470'214</i>	<i>469'338</i>	<i>474'015</i>	<i>489'369</i>	<i>507'463</i>	<i>538'125</i>	<i>573'080</i>	<i>597'381</i>	<i>587'061</i>	<i>606'146</i>	<i>618'325</i>	<i>623'943</i>	<i>634'854</i>	<i>642'256</i>

En gris : données estimées

1. AVS, AI, AC, APG, AF dans l'agriculture, assurance maternité du canton de Genève.
2. Sans la réduction des primes effectivement versée et les déductions accordées sur les primes.
3. 40% des cotisations sont considérées comme obligatoires (rapport IDA FiSo 1996).
4. Sans les cotisations à l'assurance facultative des indépendants.
5. Sans les cotisations aux allocations familiales dans l'agriculture.
6. 60% des cotisations sont considérées comme subobligatoires (rapport IDA FiSo 1996).

Sources : Administration fédérale des finances, Office fédéral des assurances sociales, Office fédérale de la santé publique, Office fédéral de la statistique

Tableau 2 : Quote-part fiscale et quote-part des prélèvements obligatoires et quasi-obligatoires de la Suisse selon l'interpellation, en comparaison avec la quote-part fiscale de quelques pays de l'OCDE (en % du PIB), 2000-2013

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Suisse														
Quote-part fiscale	27.6	27.0	27.6	26.9	26.5	26.6	26.5	26.2	26.5	27.1	26.5	27.1	26.9	27.0
Quote-part prélèvements obligatoires	34.0	33.6	34.5	34.1	34.0	34.1	33.8	33.5	33.6	34.5	34.1	34.7	34.6	34.8
Quote-part prélèvements quasi-obligatoires	37.4	37.3	38.2	37.7	37.7	37.9	37.5	37.3	37.4	38.4	38.1	38.8	38.7	38.8
Belgique	43.8	43.7	43.8	43.3	43.3	43.4	43.0	42.4	42.9	42.0	42.4	42.9	44.0	44.6
Danemark	48.1	47.2	46.6	46.8	47.8	49.5	48.1	47.7	46.6	46.4	46.5	46.6	47.2	48.6
Allemagne	36.3	35.1	34.4	34.7	33.9	33.9	34.5	34.9	35.3	36.1	35.0	35.7	36.5	36.7
Finlande	45.8	43.2	43.3	42.4	41.8	42.1	42.2	41.5	41.2	40.9	40.8	42.0	42.8	44.0
France	43.1	42.7	42.1	42.0	42.2	42.8	43.1	42.4	42.2	41.3	41.6	42.9	44.0	45.0
Grande-Bretagne	34.7	34.7	33.3	32.9	33.4	33.8	34.4	34.1	34.0	32.3	32.8	33.6	33.0	32.9
Irlande	30.9	28.8	27.5	28.0	29.2	29.5	31.0	30.4	28.6	27.0	26.8	26.7	27.3	28.3
Italie	40.6	40.3	39.7	40.1	39.3	39.1	40.6	41.7	41.5	41.9	41.5	41.4	42.7	42.6
Japon	26.6	26.8	25.8	25.3	26.1	27.3	28.1	28.5	28.5	27.0	27.6	28.6	29.5	..
Canada	34.9	34.3	32.8	32.7	32.5	32.3	32.6	32.3	31.6	31.4	30.5	30.4	30.7	30.6
Luxembourg	37.2	38.2	38.1	38.2	37.2	38.2	36.5	37.2	37.2	39.0	38.0	37.5	38.5	39.3
Nouvelle-Zélande	32.9	32.3	33.6	33.4	34.5	36.4	35.7	34.5	33.5	31.0	31.0	31.4	33.0	32.1
Pays-Bas	36.8	35.8	35.2	34.7	35.1	36.4	36.7	36.3	36.6	35.4	36.1	35.9	36.3	..
Norvège	42.6	42.9	43.1	42.3	43.1	43.2	43.5	42.9	42.1	42.0	42.6	42.7	42.3	40.8
Autriche	42.1	43.7	42.5	42.3	41.8	40.8	40.4	40.5	41.4	41.0	40.9	41.0	41.7	42.5
Suède	49.0	46.8	45.1	45.4	45.6	46.6	45.9	44.9	43.9	44.0	43.1	42.3	42.3	42.8
Espagne	33.4	32.9	33.3	33.2	34.2	35.2	36.0	36.4	32.2	29.8	31.4	31.2	32.1	32.6
Etats-Unis	28.4	27.4	25.1	24.6	24.7	26.1	26.8	26.9	25.4	23.3	23.7	24.0	24.4	25.4
Total OCDE	34.3	33.9	33.6	33.5	33.4	34.0	34.1	34.2	33.6	32.7	32.8	33.3	33.7	34.1

Sources : OCDE Statistique des recettes publiques, Administration fédérale des finances

Tableau 3 : Taux de croissance des revenus fiscaux, des prélèvements obligatoires et quasi-obligatoires selon l'interpellation, 2000-2014

Taux de croissance par rapport à l'année précédente	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Croissance annuelle moyenne 2000-2014
Revenus fiscaux de l'ensemble des administrations publiques ¹	9.6%	0.3%	2.1%	-1.5%	1.9%	4.1%	5.3%	5.6%	5.4%	0.5%	1.0%	4.1%	0.1%	2.2%	1.5%	2.3%
Cotisations sociales obligatoires non comprises dans la quote-part fiscale ²	5.3%	6.5%	3.8%	4.8%	6.4%	4.4%	3.7%	5.2%	1.9%	1.9%	5.7%	4.0%	2.3%	2.2%	2.8%	4.0%
Total des prélèvements obligatoires	8.8%	1.5%	2.4%	-0.2%	2.8%	4.1%	5.0%	5.5%	4.6%	0.8%	2.0%	4.1%	0.6%	2.2%	1.8%	2.6%
Prévoyance professionnelle: cotisations surobligatoires salariés et employeurs ³	6.8%	11.1%	-1.1%	1.1%	5.9%	5.4%	4.0%	10.4%	3.9%	1.9%	6.0%	1.3%	0.9%	1.8%	1.8%	3.8%
Total des prélèvements quasi-obligatoires	8.6%	2.3%	2.1%	-0.1%	3.1%	4.3%	4.9%	6.0%	4.6%	0.9%	2.4%	3.8%	0.6%	2.1%	1.8%	2.8%
PIB en termes nominaux	5.4%	2.5%	-0.2%	1.0%	3.2%	3.7%	6.0%	6.5%	4.2%	-1.7%	3.3%	2.0%	0.9%	1.7%	1.2%	2.4%

En gris : données estimées

1. Recettes fiscales et cotisations AVS, AI, AC, APG, AF dans l'agriculture, assurance maternité du canton de Genève.
2. Primes nettes de l'assurance obligatoire des soins, cotisations à la prévoyance professionnelle (40%), primes de l'assurance-accident, cotisations à la caisse d'allocations familiales.
3. 60% des cotisations sont considérées comme surobligatoires.

Sources : Administration fédérale des finances, Office fédéral des assurances sociales, Office fédérale de la santé publique, Office fédéral de la statistique

Tableau 4 : Parts dans le revenu primaire des ménages privés¹, 2000-2013

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013p	Croissance annuelle moyenne 2000-2013
Revenu primaire (en millions de francs, aux prix courants)	351'743	357'634	360'135	357'528	361'115	374'732	393'114	416'609	430'297	431'272	437'657	450'004	459'113	470'736	2.3%
Impôts sur le revenu et la fortune	-14.0%	-12.9%	-13.9%	-13.8%	-14.2%	-14.4%	-14.0%	-13.7%	-14.5%	-14.8%	-14.5%	-14.6%	-14.1%	-14.2%	2.4%
Cotisations sociales	-28.2%	-28.9%	-29.5%	-30.2%	-29.8%	-29.7%	-29.6%	-29.6%	-29.3%	-29.6%	-30.0%	-30.2%	-30.1%	-30.2%	2.8%
Prestations sociales monétaires	23.1%	24.0%	24.8%	26.2%	27.0%	26.7%	25.9%	25.2%	24.9%	26.3%	26.6%	26.1%	26.2%	26.7%	3.4%
Autres transferts courants	-0.1%	-0.2%	0.0%	0.0%	0.0%	0.3%	0.1%	0.3%	-0.2%	-0.5%	-0.4%	-0.4%	-0.3%	-0.2%	
Revenu disponible net	81.0%	82.4%	81.4%	82.2%	83.0%	82.3%	82.1%	81.6%	81.4%	82.4%	82.5%	81.7%	82.3%	82.4%	2.4%

1. Le secteur des "Ménages privés" englobe également le secteur des "Institutions sans but lucratif au service des ménages".
2. Les cotisations sociales comprennent les prélèvements obligatoires et quasi-obligatoires, ainsi que les revenus du capital provenant des systèmes de sécurité sociale.

Source : Office fédéral de la statistique, Comptes nationaux

Tableau 5 : Revenu disponible par habitant selon l'OCDE, en dollars américains, selon la parité du pouvoir d'achat (PPA), 2000-2014

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Croissance annuelle moyenne 2000-2013
Suisse	24'013	25'046	26'382	25'805	26'603	26'871	28'329	30'585	32'243	32'649	32'811	34'130	35'867	36'620	..	3.3%
Belgique	21'872	22'787	24'272	23'783	24'445	24'332	25'257	25'951	27'509	27'899	28'285	29'156	29'970	29'903	31'003	2.4%
Danemark	18'300	18'858	20'748	20'226	21'038	20'956	22'456	23'298	24'272	25'044	26'368	27'149	28'025	27'796	28'339	3.3%
Allemagne	21'547	22'497	23'499	24'384	25'098	26'304	27'330	28'229	29'488	29'207	30'946	32'140	33'391	33'586	34'648	3.5%
Finlande	17'051	17'503	19'074	19'451	20'826	21'232	22'485	24'249	26'123	26'568	27'498	28'489	29'586	29'939	29'873	4.4%
France	21'295	22'708	24'620	23'770	24'626	24'931	25'881	27'180	28'112	28'305	29'211	29'785	30'235	30'259	31'469	2.7%
Grande-Bretagne	21'737	23'125	24'725	25'021	26'540	27'033	28'226	28'524	28'425	28'764	27'889	27'418	28'507	28'335	..	2.1%
Irlande	16'851	18'367	19'667	20'606	21'790	23'080	23'933	25'123	25'803	25'386	25'527	24'725	24'914	25'019	..	3.1%
Italie	20'948	22'607	22'595	22'847	23'191	23'536	24'796	25'893	27'223	26'490	27'251	27'353	26'729	26'768	26'847	1.9%
Japon	18'596	18'750	19'827	20'509	21'269	22'382	23'044	23'868	24'275	24'593	25'609	26'568	27'603	28'005	..	3.2%
Canada	20'924	21'668	22'231	22'885	24'066	25'071	26'164	27'528	28'412	28'305	29'233	29'987	30'551	31'175	31'518	3.1%
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	15'007	15'815	15'899	16'656	17'692	17'914	19'374	20'670	21'493	21'650	22'559	23'182	24'162	..	..	..
Pays-Bas	22'048	23'541	25'356	24'362	25'118	25'311	27'161	28'563	29'619	29'506	28'894	29'321	29'540	29'186	29'934	2.2%
Norvège	20'350	20'696	23'159	24'518	25'821	27'098	26'587	28'698	29'967	30'826	31'685	32'525	34'325	34'883	35'865	4.2%
Autriche	22'973	22'900	24'455	25'161	26'174	26'794	28'597	29'288	30'404	30'362	31'061	31'553	32'785	32'421	33'499	2.7%
Suède	18'785	19'890	21'501	21'708	22'288	22'275	23'631	25'447	26'980	27'194	27'391	28'655	29'902	30'213	30'718	3.7%
Espagne	17'135	18'297	20'065	20'175	20'830	21'239	22'246	22'427	23'535	23'857	23'332	23'396	23'328	23'555	23'767	2.5%
Etats-Unis	28'728	29'894	31'030	32'295	33'984	35'238	37'240	38'573	40'044	39'588	40'313	41'888	43'502	43'689	..	3.3%
UE	17'697	18'840	20'024	20'275	21'067	21'611	22'705	23'637	24'686	24'832	25'257	25'727	26'278	26'423	26'881	3.1%

Source: OECD Statistics Database, National Accounts at Glance